



Éditorial

La bonne tenue en 2011 du commerce extérieur des IAA se confirme au début 2012

Après avoir atteint un très haut niveau en 2011, l'excédent agroalimentaire français cesse de progresser à partir de février 2012, à cause de la forte diminution des exportations de céréales vers les pays tiers et l'Union européenne. En février, la vive demande extérieure en vins d'appellation et alcools, et en produits laitiers industriels et de grande consommation, reste le principal facteur de l'excédent commercial comme en 2011 (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, avril 2012*).

En 2011, le niveau de l'excédent commercial en produits des IAA était en effet déjà particulièrement élevé en raison d'une progression des exportations plus marquée que celle des importations. Le rythme de croissance de l'excédent commercial, bien soutenu courant 2011, avait toutefois ralenti au second semestre pour une grande partie des produits des IAA, cela compte tenu de la hausse importante déjà intervenue au second trimestre 2010. En lien avec le dynamisme de la demande extérieure, l'activité des IAA a été bien orientée en 2011, pour la grande majorité des produits. Début 2012, le ralentissement de l'activité intervenu au cours du second semestre 2011 se confirmerait, selon les chefs d'entreprises interro-

gés fin 2011 sur la situation de la filière pour les mois à venir. En termes de valorisation, la hausse des prix à la production qui s'était accélérée au premier semestre 2011, s'est tassée au second sous l'influence des cours des matières premières. Pour autant, les prix du quatrième trimestre se sont approchés du point culminant de la flambée 2008, sans toutefois progresser ensuite (*IAA : la forte progression de l'activité ralentit au second semestre 2011, Industries agroalimentaires n° 2012/177, avril 2012*).

En février 2012, les prix agricoles à la production retrouvent leur niveau de février 2011 (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, avril 2012*). Cette reprise est en grande partie due aux légumes. Malgré leur recul sur un an, les prix céréaliers et oléagineux dépassent respectivement de 20 % et 25 % les prix moyens déjà élevés des années 2007-2011. Les prix des vins sont quasiment stables : ils résistent malgré un certain tassement à partir de décembre 2011 (*Début 2012, les prix des vins se maintiennent, Viticulture n° 2012/176, avril 2012*).

En mars 2012, les prix des légumes d'hiver dépassent de 18 % les prix de 2011, leur tendance s'étant brutale-

ment inversée en février après plusieurs mois difficiles pour les producteurs. Pour beaucoup de légumes d'hiver, la campagne de commercialisation se conclut favorablement, ce qui contribue à un très bon démarrage des produits de printemps. Les salades d'hiver et l'endive chicon en fin de campagne, et le concombre qui démarre la sienne (*Infos rapides Concombre, avril 2012*), sont les principaux bénéficiaires de la reprise des prix. Les salades doublent globalement leurs prix particulièrement bas de mars 2011 (+ 97 %), mais cette hausse trop tardive en février et mars ne suffit pas à effacer la perception d'une campagne très difficile au début de laquelle les volumes n'ont pas compensé les prix bas (*Infos rapides Laitue, avril 2012*). La non-concurrence des salades profiterait à l'endive dont le marché se rééquilibre (*Infos rapides Endive, avril 2012*). Le prix du chou-fleur retombe quant à lui vers les très bas niveaux de la fin 2011, après une poussée ponctuelle en février (*Infos rapides Chou-fleur, mars 2012*).

Contrairement aux prix élevés de février et mars, dus en partie au climat doux de la seconde quinzaine de février, des prix très bas ont dominé la campagne 2011/2012 des légumes d'hiver qui a été perturbée par les

inondations de l'automne 2011 et les gels de début février 2012. L'impact de ces derniers est actuellement en cours d'estimation. La campagne s'est déroulée en deux temps. Jusqu'en décembre, en parallèle au développement de volumes importants, notamment de salades et de chou-fleur, les prix sont restés très bas à cause d'une consommation presque inexistante, particulièrement de poireau (*Baisse des prix des légumes d'hiver due à la douceur du climat, Légumes n° 2012/175, avril 2012*). Dans un second temps, les conditions hivernales du début 2012 ont provoqué l'amélioration des cours.

Pour les fruits d'hiver, les prix à la production restent en dessous du niveau de 2011, dans la continuité des mois précédents (- 7 % pour l'ensemble en mars). La baisse des prix s'est amorcée à l'automne sur les marchés, la situation se détériorant particulièrement pour la poire avec des prix chutant en février de 25 % par rapport à 2011 et demeurant bas en mars. Le déstockage de poires et de pommes se poursuit pour atteindre un niveau légèrement supérieur à celui de fin février 2011 (*Infos rapides Stocks pommes poires, avril 2012*). La fraise entre en campagne sur des prix dépassant les prix moyens des années 2007-2011, les productions attendues par les consommateurs arrivant sur le marché avec un retard d'une quinzaine de jours (*Infos rapides Fraïse, avril 2012*).

Contrairement aux prix des animaux de boucherie dont la hausse s'accélére, les prix des volailles passent en dessous du niveau de février 2011. En janvier 2012, les productions d'animaux de boucherie sont toutes inférieures à celles de 2011 (*Infos rapides Animaux de boucherie mars 2012*). La consommation de viande est en recul pour toutes les viandes de boucherie par rapport à janvier 2011. En termes de prix à la consommation, la hausse la plus forte

par rapport aux prix moyens 2007-2011 concerne en février les viandes de volailles et, pour les viandes de boucherie, les viandes de mouton et de bœuf. Quant aux produits animaux, le prix de l'œuf fait plus que doubler par rapport à 2011, atteignant son plus haut niveau depuis environ quinze ans (+ 133 % en février). Cette flambée résulte de la raréfaction de l'offre liée à la mise aux normes des cages de poulettes de ponte en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (*Infos rapides Aviculture, avril 2012*). Dans un contexte de prix toujours favorable, la collecte de lait cumulée en janvier 2012 dépasse celle de janvier 2011 (*Infos rapides Lait, avril 2012*).

En parallèle, les coûts de production agricole repartent à la hausse en février 2012, après s'être stabilisés à un niveau élevé entre août et janvier : les prix d'achat de l'énergie et des lubrifiants poursuivent leur envolée et ceux des aliments pour animaux rebondissent. Les prix d'achat des engrais se stabilisent quant à eux entre janvier et février. Les livraisons d'azote et de phosphates, en cumul sur le début de la campagne 2011/2012, se replient sensiblement tandis que celles de potasse diminuent plus modérément. Sur un an, la hausse des prix est plus marquée pour les engrais simples azotés et phosphatés que pour les engrais simples potassiques. En janvier 2012 la production d'aliments composés est stable (*Infos rapides Moyens de production, avril 2012*).

Selon les prévisions d'emblavement pour la prochaine récolte établies au 1^{er} avril 2012 par le Service de la statistique et de la prospective, la surface totale de céréales à paille serait en léger retrait par rapport à 2011. Cette apparente stabilité masque une chute de la sole en céréales d'hiver, compensée en partie par un record des semis de printemps. Les dégâts provoqués par le gel de février, principalement

dans les régions du Nord et de l'Est (*Infos rapides Climatologie, mars 2012*), ont en effet entraîné des retournements de parcelles puis des remplacements par des cultures de printemps. La sole de blé tendre baisserait de 5 %, et la sole d'orge progresserait grâce au niveau record des semis d'orge de printemps. La sole de colza se maintiendrait à un haut niveau, en légère hausse par rapport à 2011. Les surfaces de protéagineux continueraient à se réduire après le sommet de 2010 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, avril 2011*).

Sur le versant climatique, en mars 2012, la température moyenne dépasse de 2,3°C en moyenne les valeurs normales de saison. L'ensemble du territoire a bénéficié de températures particulièrement printanières durant les dix derniers jours du mois. Les précipitations sont déficitaires dans toutes les régions (*Infos rapides Climatologie, avril 2012*).

Depuis le début de la campagne agricole en septembre dernier, à l'exception d'un mois de décembre pluvieux sur la majeure partie du pays, les précipitations sont déficitaires. Le déficit de septembre à mars est de l'ordre de 26 % par rapport aux normales. Ce fort déficit hivernal s'est d'abord traduit par des disponibilités réduites pour la recharge des nappes et l'écoulement des rivières. Mais, en ce qui concerne les sols, ils restaient fin février proches de la saturation sur une grande partie du pays, leur déficit hydrique n'étant pas proportionnel au déficit pluviométrique hivernal. Faisaient toutefois exception le bassin de Toulouse, le pourtour méditerranéen et une zone à cheval sur les Pays de la Loire et le Centre. Le temps très sec de mars a toutefois étendu ces zones. La forte pluviosité et la faible évapotranspiration d'avril devraient permettre de redresser l'état des réserves superficielles sans contribuer pour autant à l'alimentation des nappes.

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Baisse des prix des légumes d'hiver due à la douceur du climat <i>Légumes</i>	5	J. Fressignac
Début 2012, les prix des vins se maintiennent <i>Viticulture</i>	11	A. Renaud
IAA : la forte progression de l'activité ralentit au second semestre 2011 <i>Industries agroalimentaires</i>	15	L. Lefebvre

Organismes et abréviations 29

Pour en savoir plus 31

Liste des Infos rapides parues

<i>Animaux de boucherie</i> , n° 3/11, mars 2012	M.A. Lapuyade, C. Pendariès
<i>Aviculture</i> , n° 4/11, avril 2012	C. Pendariès
<i>Carotte</i> , n° 6/6, avril 2012	J. Fressignac
<i>Chicorée</i> , n° 5/5, avril 2012	J. Fressignac
<i>Chou-fleur</i> , n° 5/6, mars 2012	J. Fressignac
<i>Climatologie</i> , n° 4/12, avril 2012	J. Gabrysiak
<i>Commerce extérieur agroalimentaire</i> , n° 4/12, avril 2012	G. Wemelbeke
<i>Concombre</i> , n° 1/5, mars 2012	J. Fressignac
<i>Endive</i> , n° 4/5, avril 2012	J. Fressignac
<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 2/10, avril 2012	A. Renaud
<i>Lait</i> , n° 3/12, mars 2012	S. Cazeneuve
<i>Fraise</i> , n° 1/4, avril 2012	J. Fressignac
<i>Laitue</i> , n° 6/6, avril 2012	J. Fressignac
<i>Moyens de production</i> , n° 4/10, avril 2012	L. Lefebvre, A. Viguiier
<i>Poireau</i> , n° 5/5, mars 2012	J. Fressignac
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 4/10, avril 2012	C. Deroin
<i>Stocks pommes poires</i> , n° 6/10, mars 2012	L. Bernadette

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèses avril n° 2012/175

[Retour éditorial](#)

Baisse des prix des légumes d'hiver due à la douceur du climat

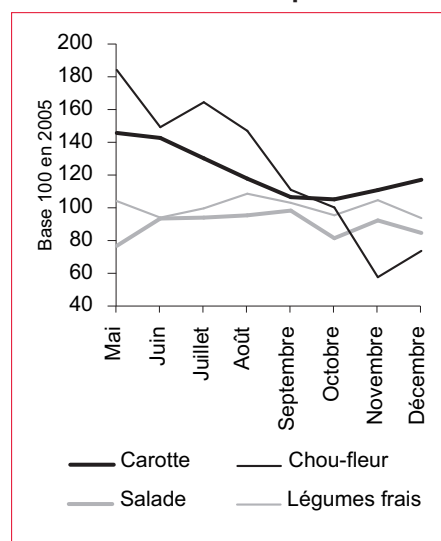
C'est dans un contexte très particulier, en 2011, que les productions françaises de légumes d'hiver – carottes, choux-fleurs, poireaux, endives et salades –, arrivent sur le marché à partir du mois de mai 2011. À partir de juin, la crise sanitaire due à la bactérie E-Coli a d'abord touché à tort le concombre puis s'est élargie aux autres crudités. Elle a entraîné un regain d'intérêt ponctuel mais profitable à certains légumes dits à cuire (la carotte, le chou-fleur et de façon moins marquée le poireau). Puis, à l'automne, la logique de l'adéquation entre l'offre et la demande fortement corrélée aux conditions climatiques reprend sa place dans le déroulement de la commercialisation et des niveaux de prix. Ainsi, l'indice des prix de la carotte et du chou-fleur au printemps 2012, se situent nettement au-dessus de l'indice moyen de l'ensemble des légumes contrairement à celui de la salade. Les autres légumes d'hiver, endives et poireaux, ne bénéficient pas du même intérêt.

Belle entrée en campagne et bon maintien des prix pour la carotte

Le début de campagne de commercialisation en mai est plutôt favorable à la carotte et celle-ci commence à se dégrader au cours de l'été malgré le temps maussade favorable à la consommation du produit. Les prix d'un niveau supérieur à ceux de l'an passé commencent à s'effriter dans un marché routinier. À partir du mois de septembre, la commercialisation est plus difficile. La douceur de l'automne ne réactive pas la demande malgré les mises en avant. L'écoulement du produit reste toutefois fluide.

À la fin de l'automne, le disponible sur le marché intérieur reste limité, et enre-

Durant l'été, les produits à cuire, carottes et choux-fleurs, sont mieux valorisés que la salade



Source : Agreste - Ippap

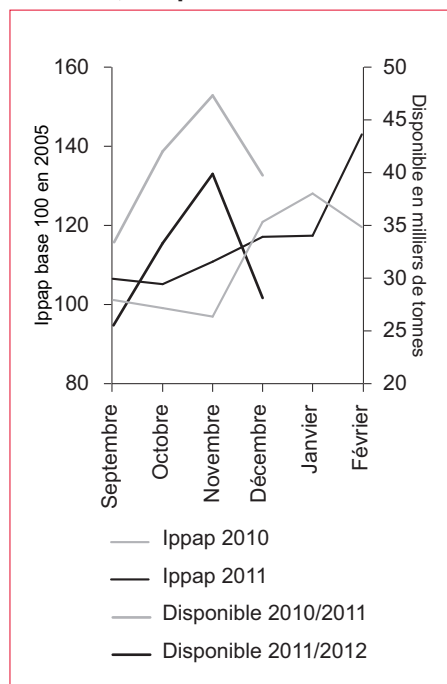
gistre une baisse de septembre à décembre de plus de 20 % par rapport à l'année précédente. Sur la même période, les volumes nationaux produits diminuent de plus de 18 %. Les arrachages sont souvent utilisés comme variable d'ajustement selon la qualité du déroulement de la commercialisation de ce légume. Contrairement à 2010, les exportations retrouvent un certain dynamisme. Elles augmentent de 24 % par rapport à l'an passé, soit 28 600 tonnes de carottes exportées. En parallèle, les importations baissent de près de 6 % et représentent 30 000 tonnes. En conséquence, le solde des échanges reste déficitaire mais se réduit nettement par rapport à l'année dernière. Cette offre en recul sur les marchés fait face à une faible demande peu encouragée cette fois par une

météo trop estivale pour la saison. Dans ce marché plutôt calme, le niveau des prix se maintient malgré tout au-dessus de la campagne précédente. Cependant au mois de décembre et janvier, les prix fléchissent passant à un niveau inférieur à celui de l'an passé. Les promotions habituelles du mois de janvier soutiennent la commercialisation mais c'est le retour du froid fin janvier qui relance la consommation et la hausse des prix au mois de février.

Sur la quasi-totalité de la campagne de commercialisation 2011 pour la carotte, la production a été globalement mieux valorisée qu'en 2010 et plus particulièrement sur les premiers mois de la campagne. La baisse des volumes nationaux (- 4 %) en lien avec la baisse des surfaces (- 4 %) pourrait limiter la hausse des chiffres d'affaires dans la filière.

Au final, la campagne de commercialisation 2011 de la carotte devrait être meilleure que la précédente qui était dans la moyenne des cinq dernières années.

Carotte : malgré de faibles volumes, les prix sont bas



Source : Agreste

Une campagne difficile pour le chou-fleur

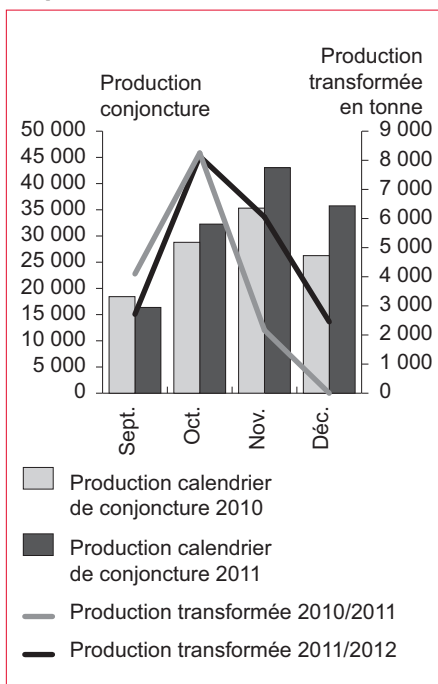
La commercialisation du chou-fleur d'été s'est déroulée dans de meilleures conditions que celle de l'an passé. Elle a malgré tout été assez perturbée. C'est dans ce contexte que les choux-fleurs d'automne en provenance pour l'essentiel de Bretagne arrivent prématurément sur le marché. Les températures douces de l'automne accélèrent la pousse. Ainsi les volumes récoltés aux mois d'octobre, de novembre et de décembre sont supérieurs de 23 % à ceux de l'an passé sur la même période, soit une hausse de 21 000 tonnes. Les débouchés à l'exportation se sont véritablement activés à partir du mois d'octobre (+ 48 % de volumes exportés). Les exportations se maintiennent à un niveau élevé jusqu'en décembre (+ 36 % sur les trois derniers mois de l'année). Malgré ce dynamisme, le marché à l'exportation est très concurrencé. L'Angleterre, l'Espagne et l'Italie bénéficient égale-

ment de bonnes conditions climatiques. Ils sont bien présents sur ce marché et pèsent sur les prix. Au mois de décembre, le prix du chou-fleur exporté est moins élevé que celui de l'an passé au même mois. Pour soutenir le marché, une partie de la production est également dirigée vers les industries de transformation. De fait, entre les mois d'octobre et de décembre, ce sont près de 17 milliers de tonnes qui s'écoulent ainsi contre dix l'année précédente. Le niveau de prix est bas : les indices de prix à la production aux mois de novembre et de décembre sont inférieurs respectivement de 30 % et 56 % par rapport à ceux de l'an passé aux mêmes périodes. Le marché est resté difficile, la demande intérieure étant toujours insuffisante et peu encouragée par la douceur des températures. Fin janvier, l'hiver arrive enfin. Il provoque un creux de production et permet aux prix de se redresser ponctuellement en février. Mais, les prix sont restés bas durant la majeure partie de la campagne de production. Globalement sur la campagne, ils devraient se situer à un niveau inférieur à la précédente campagne déjà eux-mêmes inférieurs à la moyenne quinquennale.

La commercialisation se complique à l'automne pour le poireau

La première partie de la campagne de commercialisation du poireau s'est globalement déroulée de façon équilibrée entre l'offre et la demande. Les prix se sont maintenus au niveau de ceux de l'an passé sur cette même période durant laquelle le marché des fruits et légumes a été perturbé par la crise sanitaire due à la bactérie E-Coli. À l'automne, l'arrivée des productions de l'ensemble des bassins français fragilise un peu plus l'activité commerciale dans un marché déjà déséquilibré par la concurrence des autres pays producteurs. De plus, le bel automne qualifié « d'été indien » n'incite pas le consommateur à l'achat de ce produit. Les prix restent linéaires et plutôt en dessous du niveau de ceux de l'an passé à la même période. Pourtant, à l'automne, le disponible sur le marché est en baisse par rapport à l'année précédente. Cette offre limitée est en lien avec la baisse de la production nationale de près de 8 % et de la nette baisse des

Chou-fleur : l'industrie désengorge le marché et bénéficie d'un niveau de prix bas



Source : Agreste

importations (- 30 %) durant ces mêmes mois. Les exportations sont dynamiques. Elles représentent une augmentation de 56 % du volume de l'année précédente toujours sur ces quatre mois. La campagne de commercialisation du poireau reste délicate même si le coup de froid de fin janvier a permis une belle remontée des prix en février qui reste insuffisante pour modifier la tendance de cette campagne.

La salade d'hiver d'une crise à l'autre

Comme l'année précédente, la production nationale de salade d'hiver diminue pour la laitue (- 5 %) et pour la chicorée (- 12 %) en lien avec la baisse des surfaces. La succession de campagnes difficiles ces dernières années pourrait en être la cause. L'ensemble des variétés est concerné.

Malgré ces volumes en recul par rapport à l'année passée, la campagne de commercialisation des salades d'hiver a démarré dans un marché fragile. Le temps particulièrement doux du début de l'automne a permis aux produits d'été de jouer les prolongations. Pour autant, durant la période de transition avec les productions d'hiver, l'of-

fre nationale est restée mesurée. Puis, les intempéries, la fraîcheur des températures et les inondations dans le Sud-Est ont limité encore davantage les récoltes dans ce bassin de production entraînant des hausses de prix aux bénéfiques des autres bassins de production. Aux mois de novembre et de décembre, les nettes hausses des importations (respectivement + 28 % et + 13 % par rapport aux mêmes mois de 2010), déséquilibrent le marché. Durant cette période, les exportations étaient au contraire en forte baisse (- 15 % en moyenne sur ces deux mois). Les volumes français seront donc largement abondés par cette arrivée massive de salades importées, dont le niveau n'avait encore jamais été atteint depuis ces dix dernières années.

Les fêtes de fin d'année d'ordinaire plutôt favorables à la consommation de ce produit ne suffiront pas à relancer le marché. La commercialisation restera difficile et les prix bas. La salade entrera en crise conjoncturelle au sens du Réseau national des marchés en décembre.

Il faut attendre l'arrivée très tardive de l'hiver et la forte baisse des tempéra-

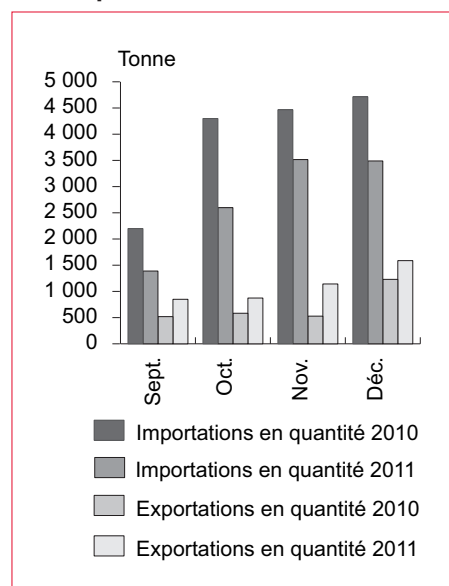
tures de février pour que les cours se redressent nettement. Toutefois, la demande reste modeste et cette remontée des cours n'est probablement due qu'à un retour d'offre encore plus contenue. Les trois dernières campagnes de commercialisation des salades d'hiver ont été difficiles. Elles amènent certains professionnels à s'interroger sur l'organisation et l'avenir de la filière.

L'endive, une salade à part

La production d'endive qui a débuté en septembre pour cette campagne 2011/2012 est en net recul par rapport à l'an passé. Cette production pourrait atteindre 186 milliers de tonnes, soit une baisse de 11 %. Cette baisse significative de la production d'endive est en partie liée à des problèmes de qualité dus à une récolte trop précoce des racines. Toutefois, la culture de cette salade est très dépendante du nombre de bacs de forçage mis en place en fonction du déroulement de la commercialisation.

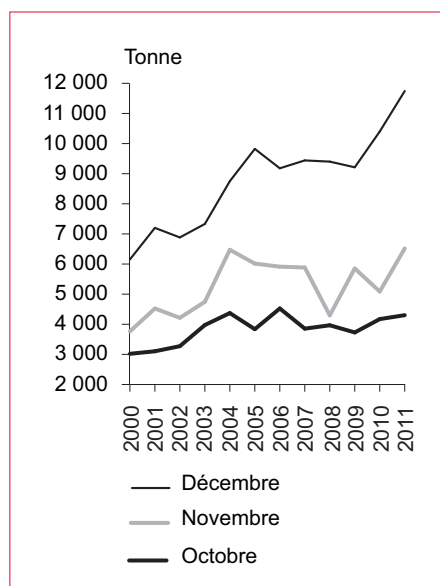
Celle-ci a d'ailleurs fait les frais d'une trop grande douceur de l'automne comme pour l'ensemble des autres produits « étiquetés » hiver. Les premiers volumes ont donc été cédés à un prix inférieur à la moyenne de saison. Des retraits et des actions promotionnelles ont soutenu le marché avant que la demande ne s'active avec l'arrivée des températures ponctuellement plus fraîches. De plus, les volumes disponibles sur le marché intérieur ont baissé en lien avec le net recul de la production nationale (- 13 % en moyenne entre octobre et décembre). Sur le marché extérieur, même si les exportations sont moins dynamiques que l'an passé, elles restent néanmoins largement supérieures aux importations en forte baisse. Le solde des échanges est positif mais accuse un recul de près de 8 % pour la même période de 2010. Dans ce contexte d'offre très réduite, les prix se sont redressés au mois de décembre. Malgré tout, comme pour l'ensemble des autres produits d'hiver et notamment sa principale concurrente la salade, les prix de l'endive au mois de janvier ont finalement été baissiers. Puis le retournement de situation de

Poireau : forte progression des exportations et nette baisse des importations



Source : DGDDI (Douanes)

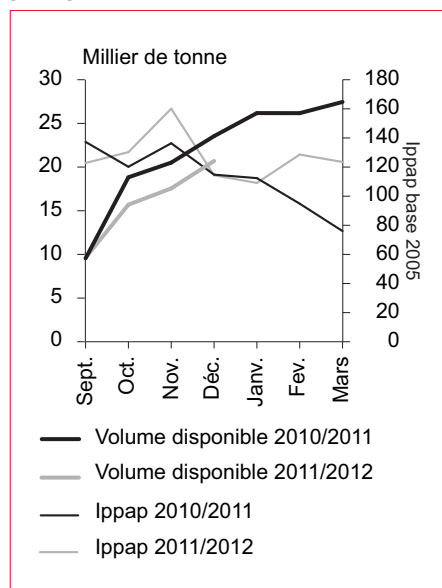
Salades : des importations très élevées en décembre 2011



Source : DGDDI (Douanes)

la salade, volumes en baisse et prix en hausse, bénéficie au marché de l'endive avec une embellie sur les prix en février et mars, période traditionnellement peu favorable à ce légume. Fin mars, l'activité commerciale est plus difficile. Des retraits et des transferts vers l'industrie de transformation soutiennent le marché. Cette campagne de commercialisation semble à cette date se situer dans la moyenne des dernières campagnes.

Endive : offre limitée, prix plus élevés



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

Définitions

- Consommation apparente = Production + Importations – Exportations
- La consommation apparente correspond au disponible
- Indicateur du chiffre d'affaires = Prix moyen calculé * Production estimée/100 000

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Statistique Annuelle Agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes : Agreste
- Cotations : FranceAgriMer-RNM (Réseau des nouvelles des marchés)
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Légumes » pour les données chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Les Infos rapides « Carotte », « Chicorée », « Chou-Fleur », « Concombre », Courgette », « Endive », Laitue », « Melon », « Poireau », « Tomate »
- Infos Rapides Climatologie n° 11/12 : « L'automne indien » novembre 2011
- « En 2011, cumul des difficultés dans la commercialisation des légumes d'été », Synthèses Légumes n° 2011/161, octobre 2011
- « 2011, une année climatique contrastée », Synthèses Climatologie n° 2011/159, octobre 2011
- « Une campagne difficile pour les légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2011/145, avril 2011
- « 2009/2010 : une campagne difficile pour tous les légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2010/105, mars 2010
- « Légumes d'hiver : le froid hivernal fait grimper les prix », Synthèses Légumes n° 2009/75, juin 2009
- « Les intempéries limitent la production des légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2009/64, mars 2009
- « Légumes : une fraîcheur estivale peu favorable aux prix à la production », Synthèses Légumes n° 2009/47, octobre 2008

[Retour éditorial](#)

Début 2012, les prix des vins se maintiennent

Le dynamisme des exportations françaises de vins ne se dément pas au début de l'année 2012, porté par la bonne tenue des vins d'appellation. Sur le marché intérieur, les transactions de vins en vrac sont très actives au premier trimestre, après un début de campagne au ralenti pour les vins à indication géographique protégée. Les prix résistent, malgré un certain tassement à partir du mois de décembre 2011. Les importations de vins, notamment de vins sans indication géographique, augmentent sensiblement en 2011.

Selon les estimations du Service de la statistique et de la prospective, la récolte française de vins atteindrait 50,5 millions d'hectolitres en 2011. La production est en hausse de 11,2 % par rapport au faible niveau de 2010. Par ailleurs, les stocks de début de campagne 2011/2012, globalement en retrait, augmentent pour les vins à indication géographique protégée (IGP), selon la direction générale des droits indirects et des douanes. Parallèlement à une offre plus abondante que celle de la campagne passée, la demande et les prix semblent pour l'instant se maintenir, notamment sur les marchés internationaux.

En 2011, records absolus pour les exportations de vins en valeur, et augmentation des volumes

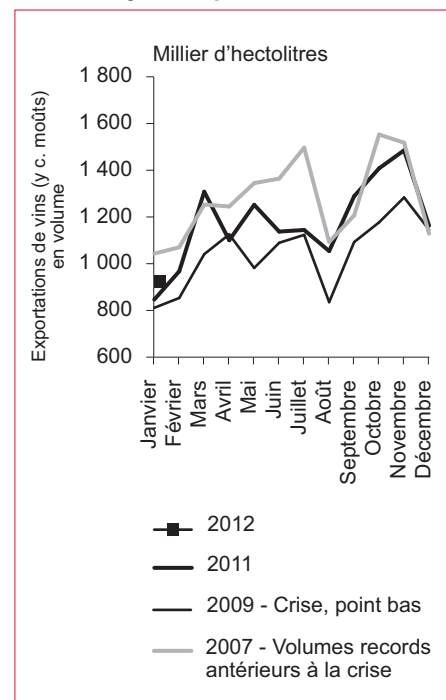
En valeur, les exportations françaises de vins se hissent en 2011 au niveau jamais enregistré de 7,2 milliards d'euros.

Vers l'Union européenne, elles gagnent 3 % par rapport à 2011, demeurant 15 % en dessous du record de 2007. Vers les pays tiers, l'embellie est telle (+ 24 %) que les niveaux antérieurs à la crise économique sont dépassés. Ce dynamisme repose principalement sur les vins tranquilles d'appellation d'origine protégée (AOP) et les champagnes. En volume, les exportations ont atteint 14 millions d'hectolitres (Mhl), en hausse pour la deuxième année consécutive après le point bas de 2009. Si les volumes exportés sont stables vers l'Union européenne avec 9 Mh, ils augmentent nettement vers les pays tiers (+ 14 %), atteignant le record de 5 Mh.

Début 2012, les exportations de vins restent à un haut niveau

En janvier 2012, le commerce extérieur global des vins français continue de s'améliorer. Par rapport à janvier 2011,

Début 2012, les exportations de vins restent dynamiques



Source : DGDDI (Douanes)

les exportations gagnent 8 % en volume et 13 % en valeur. Elles sont stimulées par la bonne tenue des vins tranquilles AOP, dont les volumes exportés gagnent 10 % pour une valeur s'appréciant de 29 %. Les pays tiers contribuent à cet élan avec des volumes en hausse de 38 %, tandis que l'amélioration vers l'Union européenne ne repose que sur les prix.

Seules les exportations de champagnes sont en perte de vitesse au cours des mois de décembre 2011 et janvier 2012, le recul sur un an des volumes (respectivement - 19 % et - 18 %) étant légèrement amorti en valeur (- 15 % et - 10 %) grâce aux prix. Toutefois, les premiers mois de l'année sont généralement peu favorables aux exportations de champagnes, le pic des ventes se situant à l'automne avant les fêtes de fin d'année. Qui plus est, le mois de novembre a été particulièrement exceptionnel en 2011, les exportations de champagnes ayant dépassé en volume et en valeur le niveau de novembre 2007 antérieur à la crise. En février, elles repartent à la hausse (+ 12 % en valeur par rapport à 2011) grâce à des prix plus élevés, et des volumes en légère progression.

Sur le marché intérieur, les prix des vins d'appellation résistent en début d'année 2012

Après sept mois de campagne de commercialisation 2011/2012, les prix des vins se maintiennent par rapport à 2010/2011, même si leur avance s'est réduite. L'indice des prix à la production (Ippap) gagne en moyenne 4 % sur un an, tant pour l'ensemble des vins que pour le segment des vins d'appellation. À partir de décembre et surtout en janvier, la dynamique par rapport aux prix de la campagne 2010/2011 semble s'essouffler. En janvier 2012, l'Ippap des vins ne dépasse que de 0,1 % celui de janvier 2011, et il est même en retrait pour les vins d'appellation (- 1,3 %). En février, les prix se reprennent un peu, demeurant légèrement supérieurs à l'an dernier (+ 0,5 % par rapport à février 2011 pour l'ensemble des vins).

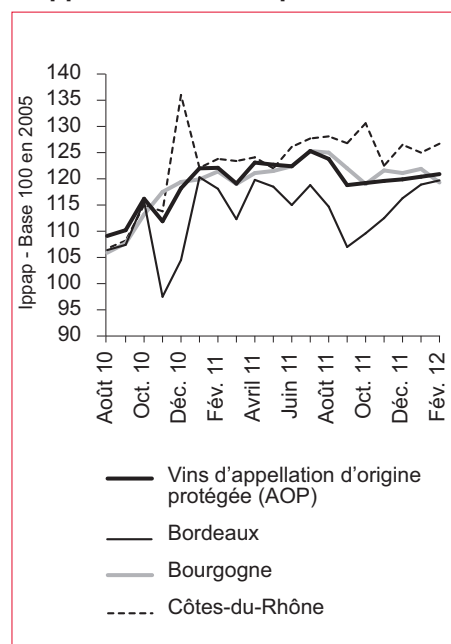
Malgré ce tassement, les prix atteints restent globalement hauts, les niveaux 2010/2011 étant déjà élevés. Ainsi l'Ippap des vins d'appellation demeure, après sept mois de campagne, 7 % au-dessus de l'indice moyen des campagnes 2006/2007 à 2010/2011. Pour les vins de Bordeaux, il n'est supérieur que

de 3 % à cause d'un effritement des prix des vins blancs. Pour les vins de Bourgogne, le prix est stable par rapport au prix moyens 2006/2007 à 2010/2011, le recul des vins blancs étant compensé par une progression du prix des vins rouges. Les prix à la production des vins d'Alsace, des Côtes-du-Rhône et du Languedoc sont nettement supérieurs à leur tendance de long terme.

Relance des transactions de vins IGP en vrac au premier trimestre 2012

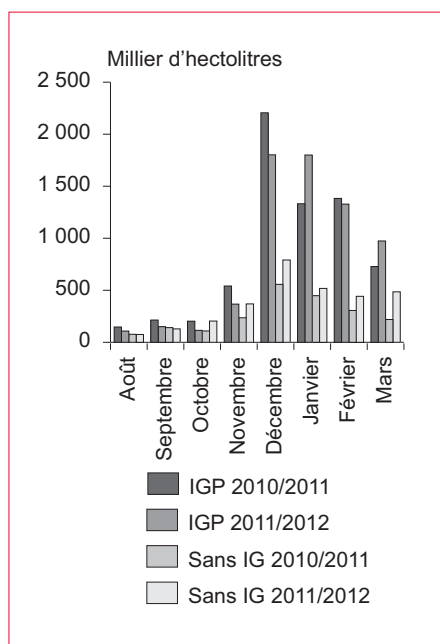
Par rapport à 2010/2011, le démarrage de la campagne de commercialisation 2011/2012 a été relativement lent. Alors que les ventes de vins sans IG ont été supérieures à celles de 2010/2011 dès le mois d'octobre, les ventes de vins IGP accusent un net retard jusqu'en décembre du fait de transactions entre opérateurs non encore finalisées. D'août à décembre 2011, les volumes vendus de vins sans IG dépassent de 40 %, soit 450 milliers d'hectolitres supplémentaires, ceux échangés à la même période en 2010, tandis que les ventes de vins IGP qui diminuent de 770 milliers d'hectolitres sont déficitaires de 23 %, d'après les contrats d'achat enregistrés par FranceAgriMer.

Après sept mois de campagne, le prix à la production des vins d'appellation reste supérieur à 2011



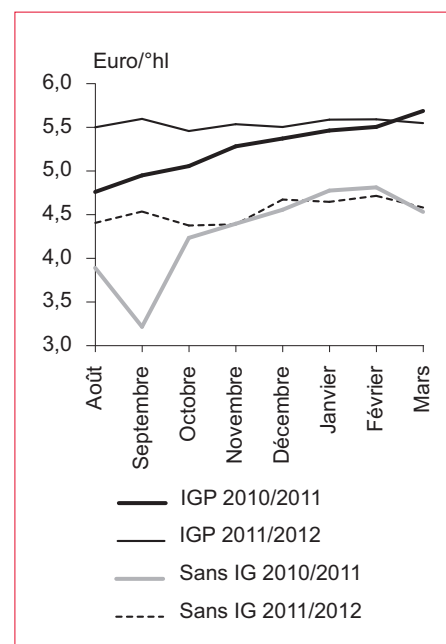
Source : Insee

Au début de l'année 2012, les transactions en vrac de vins IGP s'activent



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats

Vins IGP et sans IG : les écarts de prix par rapport à l'an dernier se resserrent



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats

Dès janvier, la tendance s'inverse pour les vins IGP. Malgré un mois de février en très léger retrait par rapport à 2011, les transactions au cours du premier trimestre 2012 progressent de 20 % par rapport à l'an dernier. Les volumes échangés en vins sans IG demeurent soutenus, dépassant de près de la moitié ceux du début d'année 2011. Ces vins bénéficient notamment d'une demande forte sur le segment des vins de cépage. D'août 2011 à mars 2012, les ventes de vins sans IG se sont élevées à 3 Mhl, dont plus de 2 Mhl en vins rouges et rosés. Les vins portant mention de cépage représentent le tiers des volumes échangés en vins sans IG rouges et rosés et 40 % des vins blancs sans IG.

Les prix des vins IGP et sans IG s'infléchissent légèrement, mais résistent

D'août 2011 à mars 2012, les prix des vins IGP et sans IG, pondérés par les volumes vendus, sont en moyenne supérieurs de 2 % et 3 % par rapport à la campagne précédente de commercialisation. Au fil des mois, la forte avance du début de campagne a tendance à se réduire.

Pour les vins IGP, les prix constatés au cours du premier trimestre 2012 (5,58 €/°hl en moyenne) sont à peine supérieurs à ceux de 2011. Alors que les prix des vins blancs IGP sont inférieurs à leur niveau de 2011 depuis novembre, les prix des vins rouges et rosés, fortement majoritaires en volume, ne s'inclinent qu'à partir de mars.

Les prix des vins sans IG oscillent depuis novembre autour de leur niveau de 2011. Pour les vins blancs, après un dernier trimestre 2011 en recul par rapport à celui de 2010, le début d'année 2012 semble plus favorable. En mars notamment, le prix moyen, à 4,61€/°hl, gagne 8 % sur un an. Les prix des vins rouges et rosés sont en revanche inférieurs depuis janvier à leur niveau de 2011. Au cours du premier trimestre, ils se situent en moyenne à 4,58 €/°hl (- 3 %).

En outre, le maintien des prix des vins sans IG au-dessus du niveau de la

campagne précédente peut être mis en relation avec le développement de la gamme mentionnant un cépage, pour laquelle les prix dépassent ceux des autres vins sans IG. Au cours des huit premiers mois de campagne, les vins sans IG rouges

et rosés de cépage se sont échangés à 4,85 €/°hl en moyenne, soit 5 % de plus que l'ensemble des vins sans IG rouges et rosés. L'écart s'élève même à 16 % pour les vins blancs, dont le prix d'achat constaté atteint 5,32 €/°hl.

Forte hausse des importations de vins en 2011

En 2011, les importations françaises de vins atteignent le record de 6,7 millions d'hectolitres (Mhl). Ces volumes sont surtout composés de vins tranquilles sans indication géographique (IG) ne mentionnant pas de cépage, produits au sein de l'Union européenne. Entre 2010 et 2011, ces importations gagnent 15 % en volume et en valeur. La hausse des volumes est portée par une nette progression des vins sans IG sans mention de cépage, notamment en provenance d'Espagne.

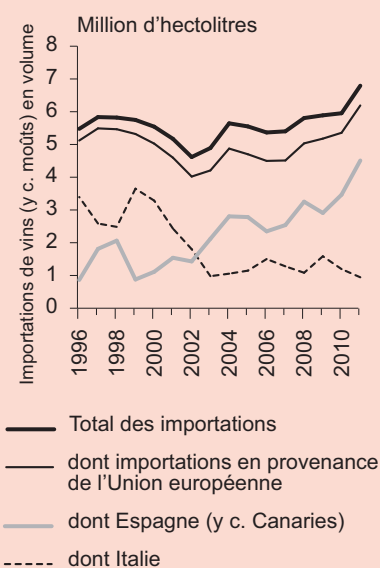
Depuis 2003, l'Espagne est le principal fournisseur de la France en vins IGP et sans IG. Les importations depuis l'Espagne bondissent entre 2010 et 2011, dans une dynamique initiée en 2003. Cet essor en 2011 coïncide avec un record des importations mondiales de vins en provenance d'Espagne, tous pays confondus, avec 25 millions d'hectolitres importés, moûts compris. Entre 2010 et 2011, les exportations de vins hors appellation d'origine protégée (AOP) de l'Espagne seraient passées de 12 à 16 Mhl, tirées par le dynamisme des vins en vrac (+ 3,5 Mhl), selon le Ministerio del Medio Ambiente y Medio Rural y Marino. À l'opposé, les parts de marché de l'Italie vers la France décroissent, après une forte chute au début des années 2000 suivie d'une stabilisation.

Parallèlement à la hausse des importations, en particulier de vins sans IG, la consommation de ces derniers augmente en 2011. Selon FranceAgriMer - Symphony IRI, les

ventes en grande distribution – hors hard discount – de vins tranquilles sans IG produits dans l'Union européenne atteindraient 514 Mhl en 2011, en hausse de plus de 10 % sur un an grâce à la vigueur des ventes de vins rosés. Les ventes d'autres vins étrangers représenteraient 465 milliers d'hectolitres, avec des volumes en hausse d'environ 5 %.

Dans le même temps, après un net recul pour les vins rouges et rosés depuis le début des années 2000, la production française de vins sans IG s'est stabilisée à un niveau bas depuis plusieurs années, avec une légère tendance à la hausse.

Hausse des volumes importés en provenance d'Espagne



Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation. Ces données sont issues des contrats de vins en vrac enregistrés par FranceAgriMer : www.franceagrimer.fr/, rubrique « vins ».
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) : www.douane.gouv.fr/
- L'ippap (indice des prix des produits agricoles à la production) des vins est fourni par l'Insee : <http://www.insee.fr/>

Définitions

- Vins tranquilles : tous les vins qui ne sont pas effervescents.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans « Données en ligne - Disar » pour les séries chiffrées
 - rubrique « Cultures et production végétales\Conjoncture végétale\Conjoncture viticole» pour les données du commerce extérieur
 - rubrique « Sources pluri-thématiques\Statistique Agricole Annuelle et estimations précoces de production\Statistique Agricole Annuelle » pour les données historiques de production et de surfaces

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Marché viticole : des prix plus élevés qu'en 2011 malgré un certain tassement », Synthèses Viticulture n°2011/169, janvier 2012
- « Une récolte 2011 estimée à 50,2 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 5/5, novembre 2011
- « En 2011, les pays tiers sont le principal moteur de la reprise des exportations de vins », Synthèses Viticulture n° 2011/160, octobre 2011

Retour éditorial

IAA : la forte progression de l'activité ralentit au second semestre 2011

En 2011, le montant des échanges extérieurs en produits des industries agro-alimentaires atteint un niveau particulièrement élevé ; le rythme de croissance reste soutenu au cours de l'année. La progression des exportations, supérieure à celle des importations, permet une amélioration marquée de l'excédent commercial. En lien avec le dynamisme de la demande extérieure, l'activité des IAA est bien orientée, même si sa progression est moins rapide au second semestre. D'après les chefs d'entreprises, ce ralentissement devrait se confirmer en début d'année 2012. Après s'être intensifiée au premier semestre, la hausse des prix à la production se tasse au second semestre, en lien avec les cours des matières premières.

Le rythme de croissance des échanges extérieurs ralentit au second semestre

En 2011, le montant des échanges des IAA – y compris tabac – poursuit sa progression soutenue, après la contraction du début d'année 2009 : les montants des exportations et des importations, respectivement de 41 milliards et 34 milliards d'euros, sont devenus largement supérieurs au niveau élevé de 2008, atteint avant la crise économique de 2009. Le rythme de croissance ralentit toutefois au second semestre 2011 en raison d'une forte progression au second semestre 2010 ; les exportations et les importations progressent de respectivement + 10 % et + 8 % au second semestre,

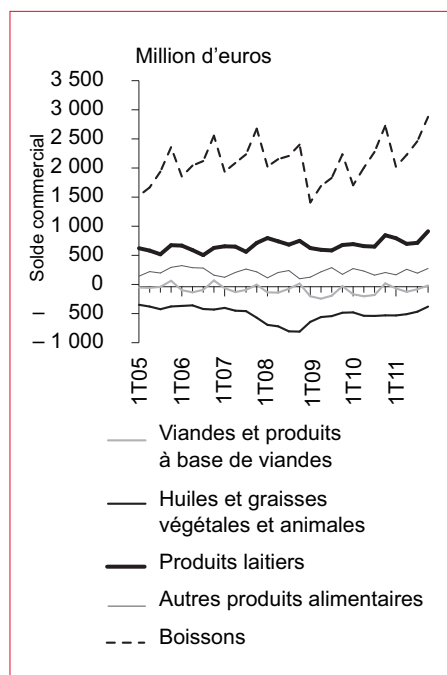
contre + 14 % et + 13 % au premier semestre.

S'élevant à 7 milliards d'euros en 2011, le solde commercial des IAA (y compris tabac) poursuit la progression sensible amorcée en 2009 : entre 2010 et 2011, il s'est amélioré de 1,3 milliard d'euros, soit + 22 %. Cette amélioration résulte principalement de la hausse des exportations en valeur de boissons alcoolisées, qui atteignent un niveau particulièrement élevé ; le montant des exportations de **vins, champagne et mousseux** et de **boissons alcooliques distillées** progresse en effet de 13 % et de 8 % par rapport à 2010, soit 820 millions d'euros et 240 millions d'euros. Cette progression, permise notamment par la hausse des ventes de

boissons alcoolisées bien valorisées comme les vins de Bordeaux et le champagne, devient de moins en moins marquée au cours de l'année 2011. Par ailleurs, les produits alimentaires excédentaires (**viandes, produits laitiers, farines et sucre**) et les **huiles et graisses** participent aussi à l'amélioration du solde commercial des IAA, même si l'effet est limité par la hausse des importations. Ainsi, grâce à la hausse des prix et de la demande étrangère, les exportations de **viandes** progressent de 560 millions d'euros (+ 13 %) et celles de **produits laitiers** de 590 millions d'euros (+ 11 %). Le déficit commercial des **huiles et graisses** se rétracte de 10 % : les exportations augmentent de 680 millions d'euros (+ 69 %) et les importations de 480 millions d'euros

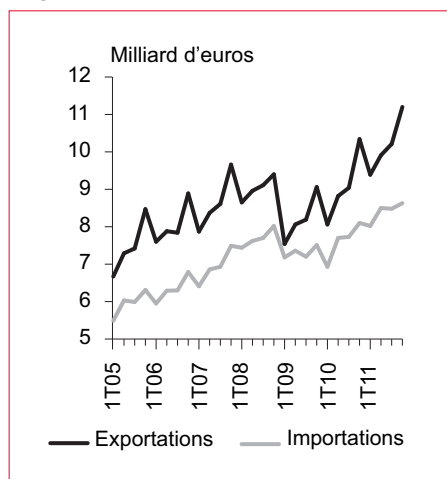
(+ 16 %) ; cette forte croissance des échanges est sans doute liée à une redistribution des flux internationaux. Les exportations de sucre s'accroissent de 180 millions d'euros (+ 15 %) par rapport à 2010. Par ailleurs, grâce à une hausse des prix, la valeur des exportations de **farines et produits amylacés** progresse de 520 millions d'euros (+ 24 %), permettant la hausse de l'excédent commercial de 340 millions d'euros.

Au second semestre, la progression des exportations reste bien orientée



Source : DGDDI (Douanes)

Le montant des exportations des IAA atteint un niveau élevé, soutenu par la hausse des prix et par la demande extérieure



Source : DGDDI (Douanes) - Exportations en valeur (données brutes)

En 2011, le déficit de la plupart des secteurs tournés vers l'importation continue de s'aggraver, plombé par la hausse de la demande intérieure et des prix. Ainsi, le déficit des **préparations et conserves de poissons et produits de la pêche** progresse de 240 millions d'euros, après + 320 millions d'euros en 2010. Celui des « **cafés et thés transformés** » augmente de 162 millions d'euros (+ 85 millions d'euros en 2010) et celui du « **cacao, chocolat et produits de confiserie** » de + 50 millions d'euros (+ 53 millions d'euros en 2010). Le déficit commercial du **beurre** se creuse quant à lui de 40 millions d'euros et celui des **produits à base de fruits et légumes** de 130 millions d'euros, après une stabilité en 2010.

La consommation des ménages baisserait à nouveau au second semestre

Au second semestre, la consommation des ménages en **produits des IAA (y compris tabac)** retomberait à nouveau, après une reprise entre la fin d'année 2009 et le deuxième trimestre 2011. D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation en volume des produits des IAA – y compris tabac – diminue de 1,1 % entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2011, après - 0,7 % au troisième trimestre. De son côté, la consommation de **produits bruts de l'agriculture et de la pêche** (fruits, légumes, poissons frais, etc.) augmente en 2011 par rapport au niveau relativement bas de 2010.

D'après le Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, les achats en volume de viandes continuent de se rétracter légèrement au quatrième trimestre 2011 par rapport à 2010 : la consommation de viandes de boucherie en volume se stabilise (- 2 % pour la viande bovine, contre + 1 % pour la viande porcine) et celle de viandes de volailles se rétracte légèrement (- 1,8 % pour la viande de poulet et - 1,3 % pour la viande de dinde).

D'après le panel Nielsen, qui concerne les **produits laitiers** en grande surface, la consommation en volume à domicile est relativement stable en 2011 par rap-

port à 2010 ; elle est en repli pour le lait de consommation liquide et le beurre mais progresse pour les produits ultra-frais (yaourts, fromages frais et desserts frais), la crème et les fromages.

En 2011, l'activité des IAA reste bien orientée

En reprise depuis le milieu d'année 2009, l'activité des industries agroalimentaires – c'est-à-dire la production en volume –, dynamique, poursuit sa progression en 2011, stimulée par une demande étrangère toujours bien orientée. Cette progression est légèrement moins forte au second semestre avec + 3,1 % par rapport au second semestre 2010, contre + 3,7 % au premier semestre.

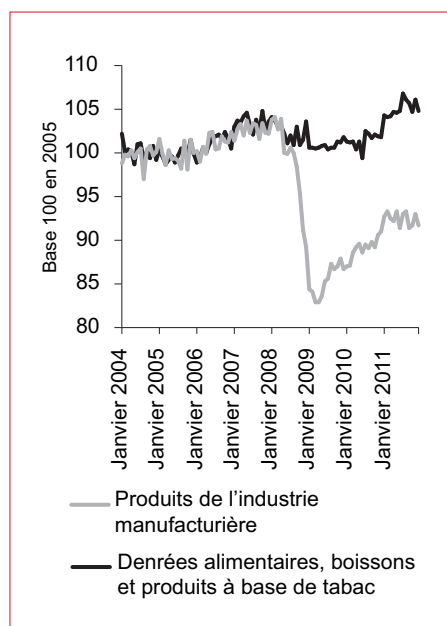
Seule la production des « **autres produits alimentaires** » s'intensifie au cours de l'année 2011, sous l'effet d'une demande extérieure accrue : l'activité du **sucre** et des **aliments homogénéisés et diététiques** progresse de 14 % au second semestre, contre respectivement + 7 % et + 4 % au premier semestre ; celle de **plats préparés** augmente de 13 %, après + 4 % au premier semestre. Enfin, l'activité des « **café et thé transformés** » s'accroît de 9 %, après + 1,2 % au premier semestre.

Pour la grande majorité des produits des industries agroalimentaires, le rythme de croissance de la production ralentit légèrement au second semestre, quand elle ne repart pas à la baisse. La progression de l'activité des **boissons (hors vins)** notamment se stabilise au second semestre (+ 8 % au premier semestre), en lien avec la demande extérieure. La production de **champagnes et mousseux** se rétracte de 1,2 % au second semestre, après + 8 % au premier semestre. Celle de « **boissons rafraîchissants et eaux minérales** » diminue de 5 % (+ 9 % au premier semestre), sans doute affectées par un été frais et pluvieux. La hausse de la production de **produits à base de fruits et légumes** devient moins marquée au second semestre, avec le retour à une situation plus normale : au premier semestre, la production s'est nettement redressée du bas niveau de 2010, affecté par des récoltes de légumes tardives et faibles combinées à des cessations d'activité. Au second semestre

2011, la production de **produits à base de fruits et légumes** a rattrapé le niveau de 2009. En 2011, la production en volume de **viandes et produits à base de viandes** poursuit sa reprise, dépassant le niveau de 2005 précédant la crise de la fièvre catarrhale ovine et la récession de 2009. En légère hausse au premier semestre, la production se stabilise au second semestre, en lien avec la consommation des ménages et de la demande extérieure : l'activité des viandes de boucherie se replie légèrement tandis que celle de viandes de volailles reste en hausse. L'activité des **produits laitiers** est particulièrement bien orientée en 2011, atteignant le haut niveau de 2008. Après une progression en début d'année, la production se stabilise au second semestre : l'activité des fromages se rétracte, tandis que celle des produits laitiers industriels progresse de manière marquée par rapport au second semestre 2010 (+ 7 % pour le beurre et + 6 % pour les laits secs).

Par ailleurs, l'activité se rétracte au second semestre pour les **huiles et graisses** (-6 % par rapport au niveau élevé du second semestre 2010) et les **aliments pour animaux** (- 1,9 %), et se stabilise pour les **produits de la boulangerie-pâtisserie** (- 0,2 %). La production des **produits du travail des grains et produits amylicés** se

La progression de l'activité devient moins marquée au second semestre 2011



Sources : Insee, Agreste (Indice de production industrielle corrigé des variations saisonnières)

rétracte aussi légèrement au second semestre : tandis que la production de farines progresse de 3,4 %, celle de produits amylicés se rétracte de 2,5 %.

La hausse des prix à la production devient légèrement moins marquée au second semestre

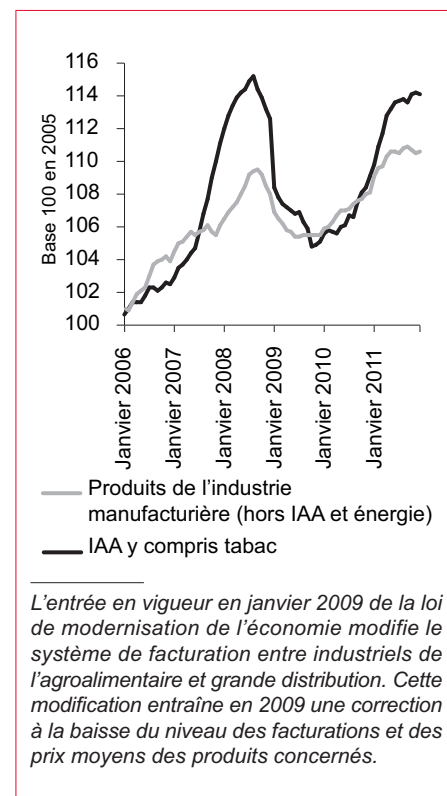
Au second semestre 2011, la hausse des prix à la production des produits des IAA devient légèrement moins marquée. Elle s'était intensifiée depuis la fin d'année 2010 suite au renchérissement des prix des matières premières, atteignant + 7 % au deuxième trimestre 2011. Au quatrième trimestre 2011, les prix restent proches du point culminant atteint lors de la précédente flambée des prix en 2008, mais ne progressent plus.

À la suite du repli des cours des céréales et oléagineux, la hausse sur un an des prix des **aliments pour animaux de ferme** ralentit au cours de l'année, passant de + 32 % au premier semestre à + 13 % au second semestre. Toutefois l'envolée des prix au second semestre 2010 explique une partie de ce ralentissement. Au quatrième trimestre 2011, les prix retombent au niveau très élevé du premier trimestre 2008. De même, les prix à la production des **huiles et graisses végétales et animales** progressent moins fortement au second semestre (+ 16 %, après + 27 % entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011). En revanche, les prix des **produits du travail des grains et produits amylicés** s'intensifient au cours de l'année 2011 (+ 19 % au second semestre, après + 17 % au premier semestre). Au quatrième trimestre 2011, ils deviennent supérieurs au point culminant atteint lors de la flambée des prix de 2008

Les autres produits alimentaires et les boissons, moins dépendants des cours des matières premières ou pour lesquels l'augmentation des cours est restée plus modérée, connaissent des hausses de prix moins prononcées que celles des aliments pour animaux de ferme, des huiles et des farines et produits amylicés. Ainsi, le prix des **viandes et produits à base de viandes** s'accroît de 7 % au second semestre, après + 5 % au premier semestre ; au quatrième trimestre, le prix des viandes

de boucherie progresse de 9 %, celui des viandes de volailles de 8 % et celui des produits à base de viandes de 5 %. Le prix des **produits laitiers** progresse sur un an, à la suite de la revalorisation du beurre et des poudres de lait sur le marché mondial ; cette progression se tasse toutefois au second semestre (+ 4 % après + 6 % au premier semestre). Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2011, les prix des poudres de lait et du beurre augmentent de respectivement + 11 % et + 8 %, ceux des fromages et yaourts, de nature moins volatil, de 3 % et 2 %. En 2011, le prix des **boissons** s'accroît légèrement et de manière régulière (+ 3 % par rapport à 2010) ; le prix des « vins et champagnes » progresse de 4,4 %, celui des boissons alcooliques distillées de 2 % et celui des boissons rafraîchissantes de 2,6 %. En revanche, le prix de la bière se rétracte de 6 % par rapport au niveau très élevé de 2010. La progression du prix des « autres produits alimentaires » s'intensifie au cours de l'année 2011, atteignant + 7 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au quatrième trimestre 2010. La hausse atteint + 22 % pour

La hausse des prix amorcée début 2010 se tasse au cours de l'année 2011



L'entrée en vigueur en janvier 2009 de la loi de modernisation de l'économie modifie le système de facturation entre industriels de l'agroalimentaire et grande distribution. Cette modification entraîne en 2009 une correction à la baisse du niveau des facturations et des prix moyens des produits concernés.

Source : Insee - Indice de prix à la production (série brute)

le sucre et + 19 % pour les « café et thé transformés », mais est plus modérée pour les plats préparés (+ 4 %) et les « cacao, chocolat et produits de la confiserie » (+ 1 %).

Progression marquée du chiffre d'affaires, soutenu par les prix et la production

Dynamisée par la hausse des prix à la production et de l'activité, le chiffre d'affaires des IAA poursuit sa progression marquée en 2011, même si son rythme ralentit au second semestre. Au quatrième trimestre 2011, le chiffre d'affaires des IAA dépasse le niveau record du quatrième trimestre 2008, lors de la précédente flambée des prix.

Avec + 7 % en 2011, le prix à la production des produits alimentaires est tiré vers le haut par les **huiles et graisses** (+ 20 %), les **produits du travail des grains et produits amylicés** (+ 15 %) et les **aliments pour animaux** (+ 12 %), suite au renchérissement des céréales et oléoprotéagineux ; la croissance du chiffre d'affaires de ces produits devient toutefois moins marquée au second semestre, en lien avec l'évolution des

prix. Par ailleurs, le chiffre d'affaires des « **autres produits alimentaires** » progresse de 9 % en 2011, dynamisé par la hausse combinée des prix et de la production. Ainsi, le montant des ventes de « cacao, chocolat et produits de la confiserie » augmente de 12 %, celui du sucre de 9 % et celui des plats préparés de 3 %. Les chiffres d'affaires des **viandes et produits à base de viandes**, des **produits laitiers** et des **produits de la boulangerie-pâtisserie** augmentent d'environ 6 % grâce à la hausse des prix à la production.

Favorisé par l'essor de la demande étrangère, le chiffre d'affaires des **boissons** progresse fortement (+ 8 % sur l'ensemble de l'année 2011) ; au quatrième trimestre 2011, il dépasse largement le niveau record du quatrième trimestre 2007. Le rythme de croissance en glissement annuel ralentit cependant au second semestre (+ 7 %, après + 10 % au premier semestre). La hausse est sensible pour les boissons alcoolisées (+ 10 % pour les champagnes et mousseux, + 6 % pour les vins et + 12 % pour le cidre) et pour les boissons rafraîchissantes et eaux en bouteille (+ 8 %).

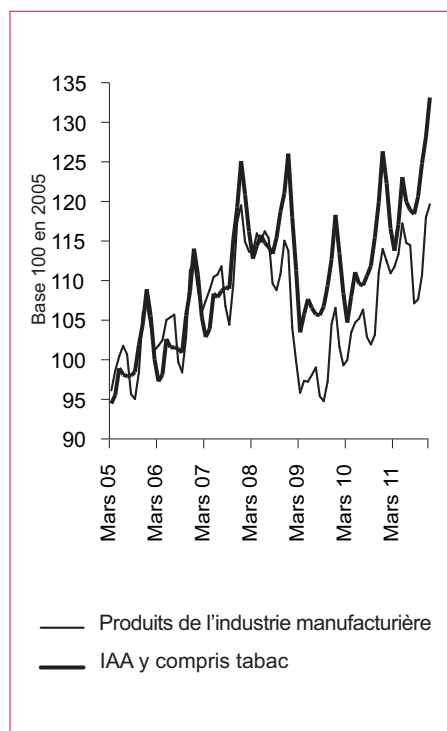
Les perspectives personnelles pour le premier trimestre 2012 sont estimées en repli

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, l'activité des IAA se stabiliserait au quatrième trimestre 2012. Les carnets de commandes globaux et étrangers sont toujours considérés comme fournis. Les perspectives personnelles de production pour le premier trimestre 2012 sont estimées en repli, atteignant un niveau inférieur à leur moyenne de longue période.

Fin décembre, le secteur des IAA compte 550 000 emplois

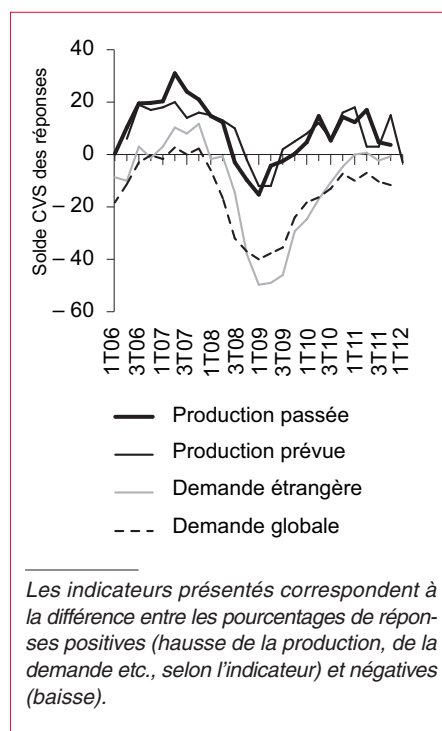
Fin décembre 2011, l'emploi salarié des IAA (y compris tabac), salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie inclus, demeure relativement stable par rapport à fin décembre 2010. Le secteur compte 550 000 emplois. Cette stabilisation constatée à la fin d'année 2009 fait suite à une baisse tendancielle de l'emploi salarié des IAA. De même, l'emploi salarié dans l'ensemble de l'industrie manufacturière reste stable à 2,9 millions d'emplois depuis le quatrième trimestre 2010, après un repli de 60 000 emplois en 2010.

Le chiffre d'affaires est entraîné vers le haut par la production et les prix



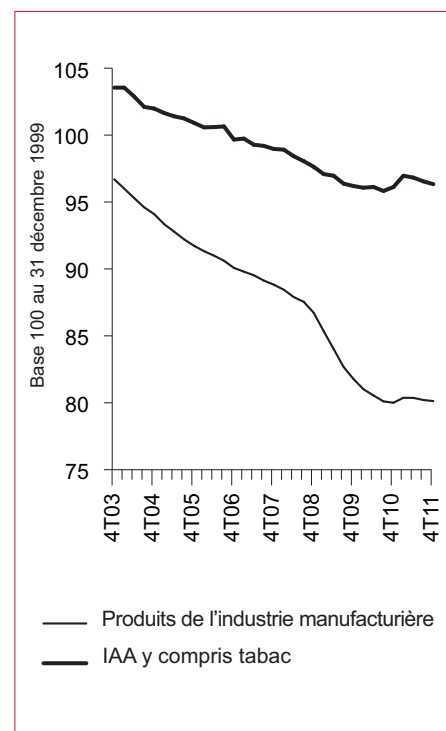
Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires - Moyenne mobile sur trois mois

Des carnets de commandes toujours bien étoffés



Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

L'emploi dans les IAA est relativement stable entre décembre 2010 et décembre 2011



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

Dynamisme de la production et progression des prix à la production en 2011

Évolution en %*	Année 2010/Année 2009					Année 2011 / Année 2010				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
10.1 - Viande	1,7	- 1,6	1,3	7,3	3,3	1,4	5,7	6,4	13,0	6,6
10.2 - Poisson		3,2	7,5	- 3,3	10,2		4,1	4,8	4,7	8,6
10.3 - Fruits et légumes	- 6,9**	- 3,1	- 0,3	7,5	3,1	9,00**	2,2	7,7	9,3	7,8
10.4 - Huiles et graisses	6,1	1,7	1,3	9,7	- 1,8	- 2,7	21,0	19,7	69,1	15,6
10.5 - Produits laitiers	2,5		5,7	14,1	13,5	1,0		6,0	10,6	11,6
10.6 - Grains & amylacés	10,1	- 5,5	- 1,4	6,0	- 4,0	1,8	18,2	14,9	24,0	14,6
10.7 - Boulangerie-pâtisserie & pâtes	- 0,1	1,8	3,9	2,5	- 0,4	- 1,4	2,3	4,9	4,9	10,1
10.8 - Autres produits alimentaires	0,7	- 1,1	4,8	8,6	8,8	7,0	4,3	8,6	10,6	11,7
10.9 - Aliments pour animaux	0,2	5,5	5,2	4,6	3,3	- 0,8	18,1	12,3	- 0,3	11,7
11.0 - Boissons	8,6***	0,2	6,9	15,7	- 1,5	3,6***	2,7	8,5	10,7	12,7
Ensemble IAA	1,0	0,2	4,0	10,4	4,2	3,3	5,8	7,8	12,3	10,4

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et de ce fait ne sont pas toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

*** Non compris les vins.

Source : Insee - DGDDI (Douanes)

Boissons : la progression des exportations moins forte au second semestre

Avec 7 milliards d'euros au second semestre 2011, la croissance des exportations de boissons ralentit, après une reprise soutenue amorcée en 2010. Les volumes achetés et les prix des boissons alcoolisées – vins, champagne et boissons alcooliques distillées –, devenus élevés, progressent de moins en moins. Ainsi, le prix unitaire et le volume exporté de vins et champagnes augmentent de respectivement 6,4 % et 4,2 % au second semestre, contre + 10 % et + 5,5 % au premier semestre. La demande des pays tiers, notamment de la Chine et des États-Unis, demeure toutefois intense au second semestre, progressant de + 15 % en volume pour les vins et champagne et de + 5,4 % pour les boissons alcooliques distillées. Par ailleurs, la demande extérieure en bière reste prononcée sur l'ensemble de l'année et celle de boissons rafraîchissantes et eaux de table progresse légèrement.

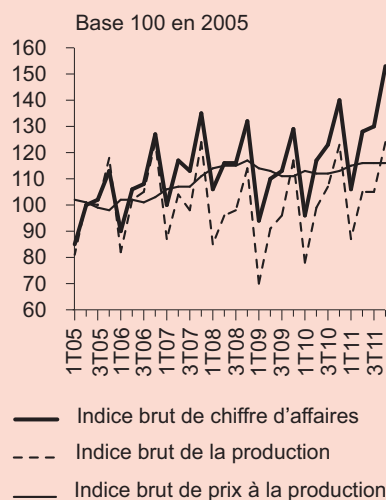
En 2011, l'activité des boissons (hors vins) continue de progresser, malgré une baisse au troisième trimestre 2011 ; les eaux de tables et les boissons rafraîchissantes ont en effet été affectées par un été frais et pluvieux qui a provoqué un recul de la production de 10 % par rapport au troisième trimestre 2010. La progression de la production de boissons alcooliques

distillées est moins prononcée au second semestre (+ 5 %, après + 8 % au premier semestre), en lien avec le ralentissement de la demande extérieure. Par ailleurs, l'activité de la bière continue de se redresser fortement en 2011 (+ 9 %), après une forte contraction en 2007 et 2008.

En 2011, le prix à la production de l'ensemble des boissons repart à la hausse, après une stabilité en 2010. Le prix des vins et champagne poursuit sa progression, et celui des boissons rafraîchissantes et des eaux

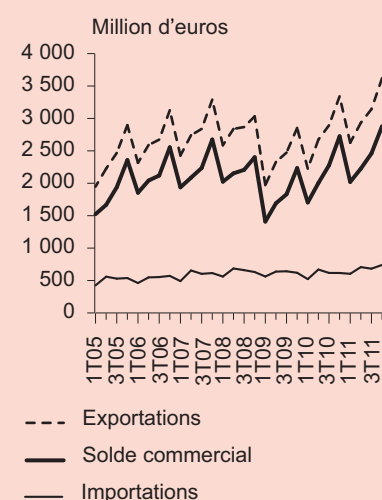
minérales repart à la hausse. En revanche, le prix à la production de la bière se rétracte sensiblement, de – 6 % par rapport à 2010. Dynamisé par la croissance de la demande et des prix, le chiffre d'affaires des boissons s'accroît sensiblement, avec toutefois un ralentissement au second semestre : les vins, champagnes et mousseux et boissons rafraîchissantes progressent de respectivement 4,5 %, 7 % et 3,5 % au second semestre, contre + 8 %, + 15 % et + 12 % au premier semestre.

L'activité et les prix soutiennent le chiffre d'affaires des boissons en 2011



Sources : Insee (Ica, Ipi et IPP), Agreste (Ipi)

Les exportations atteignent un niveau particulièrement élevé au second semestre 2011



Source : DGDDI (Douanes)

La progression de l'activité se tasse au second semestre 2011

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2011/1 ^{er} sem. 2010					2 ^e sem. 2011/2 ^e sem. 2010					Année 2011/Année 2010				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation
Boissons	8,3*	2,6	9,8	13,5	10,1	-0,1	2,9	6,6	8,5	15,3	3,6*	2,7	8,0	10,7	12,7
Boissons alcooliques distillées	8,2	1,7	6,5	9,5	13,3	5,1	2,1	7,9	6,8	30,6	6,4	1,9	7,3	7,9	22,7
Spiritueux composés + 15°		2,1					2,7					2,4			
Vins			8,0	15,9	20,8			4,5	14,1	11,4			6,1	14,9	15,7
Champagne et mousseux	7,7	0,9	15,2	15,6	-13,8	-1,5	1,4	7,1	5,4	22,8	1,7	1,1	10,0	9,0	4,2
Cidre et autres vins de fruits		3,2	14,5	-2,0	14,6		3,0	8,5	0,1	25,7		3,1	11,5	-0,8	20,3
Autres boissons fermentées non distillées		-0,2	-6,4	-3,4	-10,1		0,1	2,6	-14,1	-16,0		-0,1	-2,4	-8,9	-13,1
Bière	10,8	-6,4	5,9	0,8	6,8	7,2	-6,0	11,0	29,9	7,5	9,0	-6,2	8,4	15,8	7,1
Malt	1,2	10,6	4,5	6,5	-10,1	0,5	3,3	8,0	8,8	56,9	0,9	6,8	6,2	7,6	18,5
Boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille	8,5	2,9	11,8	16,7	3,3	-5,1	4,8	3,5	-5,0	2,0	1,8	3,8	7,8	6,0	2,7
Dont eaux de table	10,0	4,0	14,4	16,1	5,8	-9,4	6,3	-5,6	-17,0	-11,5	0,2	5,1	4,6	-0,8	-2,8

* non compris les vins

Sources : Insee (Ica, Ipi et IPP), DGDDI (Douanes), Agreste (Ipi)

Produits laitiers : la reprise de l'activité se poursuit en 2011

En 2011, l'industrie laitière profite d'une conjoncture globalement propice : la progression de l'activité, de la demande extérieure et des prix à la production se poursuit de manière marquée, avec toutefois un ralentissement au second semestre.

Grâce à une collecte laitière accrue, l'activité des produits laitiers poursuit sa progression amorcée en fin d'année 2009. Cette progression s'amointrit au second semestre 2011 par rapport au haut niveau du second semestre 2010. Les fabrications des principaux produits laitiers de grande consommation hors fromages restent dynamiques sur l'ensemble de l'année : les fabrications « lait liquide, crème de lait et produits frais » progressent de 2,2 % par rapport au second semestre 2010. Par ailleurs, après deux années de repli, les fabrications de produits laitiers industriels s'accroissent nettement sur l'ensemble de l'année 2011, dynamisées par une collecte laitière importante et un prix à la production favorable. La production de laits secs s'accroît ainsi de 6 % au second semestre (+ 3,4 % au premier semestre), et celle de beurre de 7 % (+ 3,7 % au premier semestre).

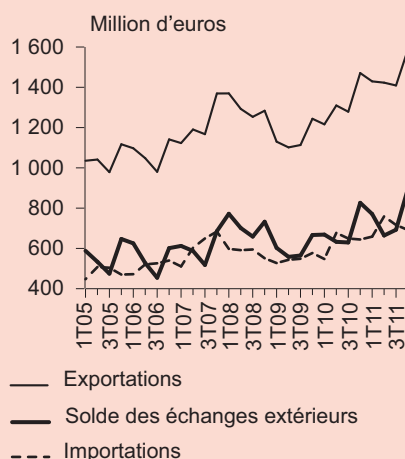
La hausse prononcée des prix des produits laitiers amorcée en 2010 se

tasse au second semestre 2011 : les prix des poudres de lait et du beurre, produits laitiers industriels, progressent de 6 % et 7 % au second semestre 2011 (après + 10 % et + 8 % au premier semestre), en lien avec l'apaisement des cours mondiaux. Les prix à la production des produits laitiers et fromages, moins volatils, progressent de 3,9 % au second semestre, contre + 6 % au premier semestre.

Avec 6,2 milliards en 2011, le montant des exportations progresse fortement par rapport à 2010, grâce à la hausse des prix et de la demande

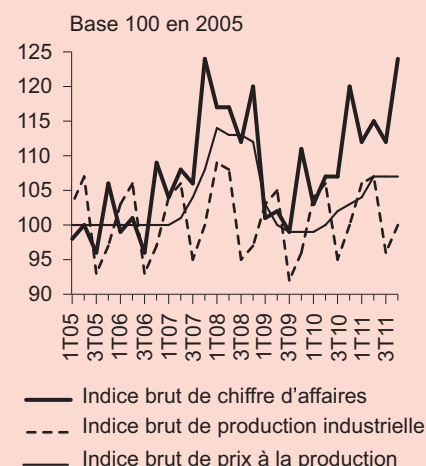
extérieure assez sensibles durant le premier semestre. Les produits laitiers industriels, beurre et la poudres de lait, profitent d'une augmentation des prix à l'exportation : le prix unitaire du beurre augmente de 15 % par rapport à 2010, celui des poudres de lait écrémé de 11 % et celui des poudres de lait grasses de 17 %. Les produits laitiers de grande consommation profitent quant à eux de l'intensification de la demande européenne : les volumes exportés de produits frais (yaourts et desserts lactés frais), de crème de lait et de fromage s'accroissent de 3,4 %, de 47 % et de 4,7 %.

Accroissement sensible des exportations de produits laitiers



Sources : Insee (Ipi, Ica, IPP), Agreste (Ipi)

La hausse des prix des produits laitiers se tasse au second semestre 2011



Sources : Insee (Ipi, Ica, IPP), DGDDI, Agreste (Ipi)

La hausse de l'activité des produits laitiers ralentit au second semestre 2011

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2011/1 ^{er} sem. 2010					2 ^e sem. 2011/2 ^e sem. 2010					Année 2011/Année 2010				
	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation
Produits laitiers	1,4	5,5	8,3	12,9	15,4	0,5	3,9	4,0	8,5	8,0	1,0	4,7	6,0	10,6	11,6
Produits laitiers et fromages	1,4	5,5	8,6	12,9	15,8	1,0	3,9	4,1	9,0	8,8	1,2	4,7	6,3	10,9	12,2
Lait liquide, crème de lait, produits frais	0,7	4,0	7,8			2,2	2,9	5,2			1,4	3,5	6,5		
Lait liquide et crème de lait		7,7					4,1					5,8			
Lait liquide		9,3		0,4	11,7		3,9		14,6	4,0		6,5		7,1	7,7
Crème de lait		3,5		50,8	18,8		4,6		39,0	13,8		4,1		44,5	16,4
Produits frais : yaourts, desserts lactés frais		1,5		3,1	7,5		2,0		5,5	- 7,1		1,8		4,3	0,1
Beurre conditionné GMS	3,7	8,1	13,0	29,0	17,9	6,9	8,4	4,1	0,0	10,2	5,2	8,2	8,3	12,7	13,9
Fromages	1,1	4,3	6,9	8,3	11,4	- 1,4	3,2	2,2	2,3	6,0	- 0,2	3,7	4,4	5,1	8,6
Autres produits laitiers		17,2					8,8					12,7			
Laits secs	3,4	10,4	16,2			6,2	9,9	9,3			4,6	10,2	12,6		
Lait en poudre écrémé				14,5	55,1				28,9	58,2				21,5	56,7
Lait en poudre entier				6,4	26,7				- 5,3	13,7				0,5	19,5
Caséine et caséinates		19,7		18,3	3,2		13,3		55,7	- 0,7		16,3		35,2	1,1
Glaces et sorbets	2,1	- 6,0	1,4	11,8	11,5	- 13,4	0,2	0,5	- 2,8	- 2,7	- 3,6	- 3,0	0,9	5,3	5,2

Sources : Insee (Ica, Ipi, IPP), Agreste (Ipi), et DGDDI (Douanes)

Viandes et produits à base de viande : recul sensible du déficit commercial

Amorcée en 2010, la progression de l'activité des viandes et produits à base de viandes ralentit au second semestre 2011. La production en volume dépasse toutefois le haut niveau de 2005, précédant la crise de la fièvre catarrhale ovine et la récession de 2009. L'accroissement de la production de viandes bovine marque le pas au second semestre 2011, la reprise ayant été forte en 2010 ; celle de viandes de volailles, portée par la viande de poulet, ralentit (+ 0,5 % au second semestre, après + 7 % au premier semestre). L'activité des produits à base de viandes, quant à elle, maintient sa progression.

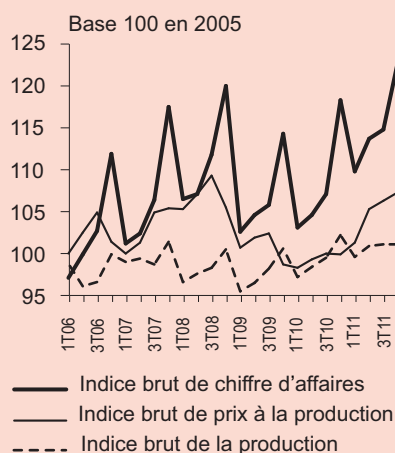
En 2011, le déficit commercial des viandes et produits à base de viande recule de 44 %, soit 239 millions d'euros, devenant inférieur à 2008 : les exportations de viandes de boucherie progressent de 361 millions d'euros, grâce à une hausse des prix unitaires (+ 9 %) et des volumes exportés (+ 4 %). Les exportations de viandes de volailles augmentent de 160 millions d'euros par rapport à 2010, mais les importations progressent de 140 millions d'euros.

Après un accroissement en 2010, la consommation intérieure de viandes calculée par bilan ralentit sensible-

ment en 2011. Celle de viande de boucherie se rétracte même par rapport à 2010 : la consommation de viande bovine diminue de 1,5 %, touchée par l'affaire de la contamination de viande hachée par la bactérie *Escherichia coli* en juin ; celle de viande porcine de - 2 % et celle de viande ovine de - 3 %, freinée par une faiblesse de l'offre et des prix élevés. La hausse de la consommation de viande de volailles ralentit en 2011 (+ 2 % après + 5 % en 2010) : la consommation de viande de poulet progresse moins vivement et celle de viande de dinde se stabilise après une reprise en 2010.

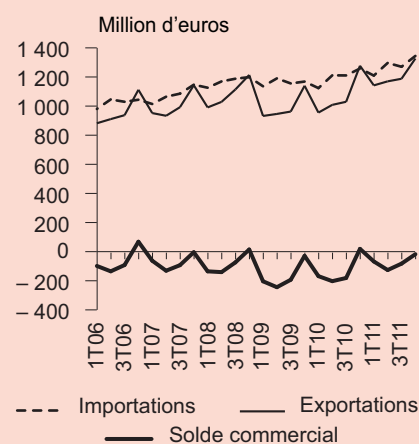
Amorcée en début d'année 2011, la progression du prix à la production des viandes s'intensifie au cours de l'année, en lien avec une forte demande extérieure ; le chiffre d'affaires du secteur est ainsi soutenu par les prix à la production. Par ailleurs, les prix à la production de la viande de volailles, qui repercutent nettement la flambée des cours de l'alimentation animale, s'accroissent de manière plus marquée que ceux des viandes de boucherie et des produits à base de viandes.

La hausse de la production de viandes et produits à base de viandes se tasse au second semestre 2011



Sources : Insee (Ipi, ICA et IPP) et Agreste (Ipi)

Progression des échanges en viandes et produits à base de viandes en 2011



Source : DGDDI (Douanes)

Léger recul de la production de viandes de boucherie par rapport au niveau élevé du second semestre 2010

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2011/1 ^{er} sem. 2010					2 ^e sem. 2011/2 ^e sem. 2010					Année 2011/Année 2010				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation
Viandes et produits à base de viandes	+ 2,6	+ 4,6	+ 7,6	+ 17,8	+ 7,3	+ 0,3	+ 6,9	+ 5,4	+ 9,0	+ 5,9	+ 1,4	+ 5,7	+ 6,4	+ 13,0	+ 6,6
Viandes de bouch. et produits d'abat.	+ 3,4	+ 5,4	+ 8,8	+ 19,2	+ 3,8	- 0,5	+ 6,9	+ 6,5	+ 9,1	+ 4,0	+ 1,4	+ 6,2	+ 7,7	+ 13,9	+ 3,9
Viandes de volailles	+ 2,9	+ 6,6	+ 12,9	+ 24,0	+ 21,9	+ 0,5	+ 9,2	+ 9,0	+ 10,6	+ 13,8	+ 1,7	+ 7,9	+ 10,8	+ 16,3	+ 17,5
Produits à base de viandes	+ 0,4	+ 2,2	+ 3,1	+ 2,8	+ 8,3	+ 1,9	+ 5,3	+ 2,1	- 15,1	- 12,1	+ 1,2	+ 3,8	+ 2,5	- 7,1	- 2,3
Produits à base de viandes hors charcuterie			+ 3,0					+ 2,0					+ 2,4		
Charcuterie			+ 3,3					+ 2,3					+ 2,8		

Sources : Insee (Ipi, Ica et IPP), Agreste (Ipi) et DGDDI (Douanes)

Aliments pour animaux : repli de la production au second semestre

La production d'aliments pour animaux de ferme se rétracte en 2011, après une année 2010 dynamisée par une conjoncture laitière favorable ; la production d'aliments pour herbivores diminue au second semestre 2011 : la baisse d'effectif due au dynamisme des abattages et des ventes d'animaux ont retardé et atténué la reprise saisonnière de la demande en fin d'année. La production d'aliments pour volailles, quant à elle, se stabilise et celle de porcins continue de se rétracter. L'activité des aliments pour animaux d'agrément continue de se détériorer en 2011.

L'envolée des prix des aliments pour animaux de ferme se tasse en cours d'année, dans le sillage des cours des matières premières ; au second semestre, les prix dépassent toutefois largement le point culminant atteint lors de la précédente flambée en 2008. Par ailleurs, les prix des aliments pour animaux de compagnie progressent, mais de manière plus modérée (+ 3,4 % sur l'ensemble de l'année).

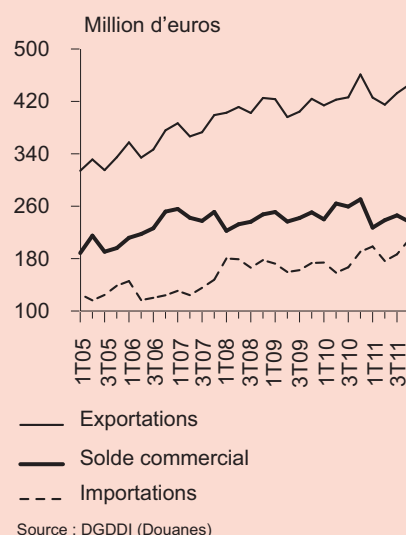
L'accroissement du chiffre d'affaires des aliments pour animaux de ferme est freinée au second semestre par

la baisse de la production et par le tassement des prix. Le rythme de croissance reste toutefois soutenu, avec + 10 % par rapport au second semestre 2010. Le chiffre d'affaires des aliments pour animaux d'agrément, quant à lui, s'accroît de manière modérée sur l'ensemble de l'année.

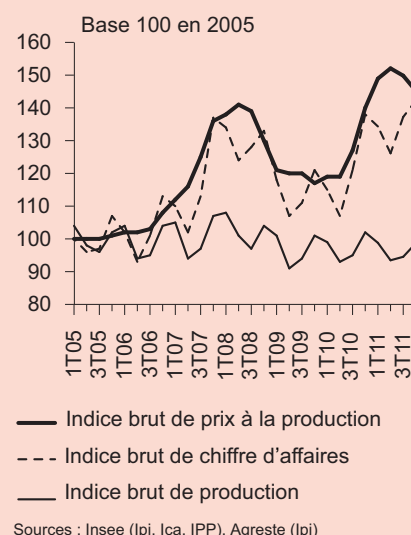
En 2011, l'excédent commercial des aliments pour animaux se rétracte

de 86 millions d'euros (- 8 %) : les importations progressent de 12 %, tandis que les exportations diminuent légèrement. Le volume importé d'aliments pour animaux de ferme progresse de 16 % par rapport à 2010, tandis que les prix à l'importation des aliments pour animaux de compagnie augmentent de 6 %.

Stabilisation des exportations et hausse des importations



La hausse des prix à la production se tasse au second semestre 1011



Recul de la production des aliments pour animaux de ferme au second semestre

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2011/1 ^{er} sem. 2010					2 ^e sem. 2011/2 ^e sem. 2010					Année 2011/Année 2010				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation
Aliments pour animaux	0,3	26,3	17,1	0,5	12,7	- 1,9	10,8	8,1	- 1,0	10,7	- 0,8	18,1	12,3	- 0,3	11,7
Aliments pour animaux de ferme	0,7	32,0	22,2	0,2	23,3	- 2,2	12,5	9,5	1,3	10,4	- 0,8	21,6	15,4	0,7	16,5
Aliments pour anim. de compagnie	- 0,9	3,6	2,3	0,7	2,3	- 1,0	3,2	3,5	- 2,3	11,1	- 0,9	3,4	2,9	- 0,9	6,7

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

Les « autres produits alimentaires » : des échanges intenses et une production accrue

La progression de la production des « autres produits alimentaires » s'intensifie au cours de l'année 2011 : l'activité du sucre et des aliments homogénéisés et diététiques progresse de 14 % au second semestre et celle des plats préparés de 13 %. La progression est plus modérée pour les « cacao, chocolat et produits de confiserie » avec + 3 % au second semestre. Par ailleurs, les aliments homogénéisés et diététiques et les « préparations alimentaires diverses » comprenant les levures, soupes, sandwiches, pizzas fraîches non cuites etc. augmentent de manière tendancielle. Certains de ces produits font en effet l'objet d'une demande extérieure croissante, et d'autres d'une consommation accrue.

S'élevant à 900 millions d'euros en 2011, l'excédent commercial des « autres produits alimentaires » s'améliore légèrement, les importations progressant de 632 millions d'euros et les exportations de 661 millions d'euros. L'excédent commercial du sucre progresse de 118 millions d'euros (+ 13 % par rapport à 2010), atteignant un milliard d'euros : la hausse du prix à l'exportation compense largement la baisse du volume exporté. De même, l'excédent commercial des plats préparés et des aliments homogénéisés augmente respectivement de 43 millions d'euros (+ 24 %) et de 78 millions d'euros (+ 26 %), grâce à la hausse de la demande extérieure. En revanche, le déficit des café et thé transformés et des « cacao, chocolat et

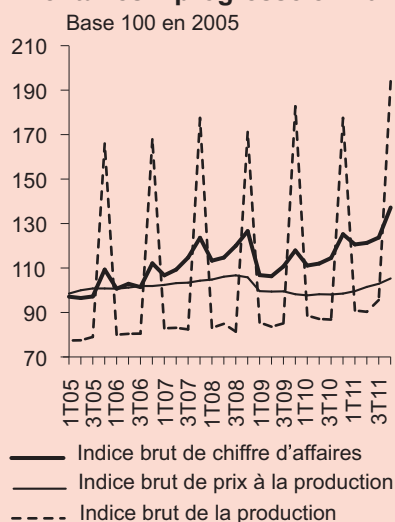
produits de confiserie » se creuse de 162 millions d'euros et de 50 millions d'euros ; le montant des importations s'accroît en effet fortement, sous l'effet de la hausse combinée des prix et des volumes importés.

Les prix à la production des « autres produits alimentaires » augmentent en s'intensifiant tout au long de l'année 2011. Cette augmentation est particulièrement marquée pour les café et thé transformés et le sucre (+ 20 % et + 13 % au second semestre), qui atteignent un niveau particulièrement élevé en fin d'année 2011. La hausse est moins sensible pour le reste des « autres produits alimentaires » : plus transformés, ces produits sont moins sensibles aux fluctuations des cours des matières premières, à la hausse comme à la

baisse. Ainsi, les prix à la production des plats préparés, des aliments homogénéisés et diététiques et des « cacao, chocolat et produits de confiserie » n'augmentent que de 2,8 %, 1 % et 2,4 % en 2011. Les prix des produits alimentaires divers, quant à eux, restent relativement stable par rapport à 2010.

Gonflé par la progression de l'activité et des prix, le chiffre d'affaires des « autres produits alimentaires » augmente de manière accrue en 2011. L'augmentation atteint + 14 % pour les café et thé transformés, + 12 % pour les « cacao, chocolat et produits de confiserie » et + 10 % pour les aliments homogénéisés et diététiques ; elle est plus modérée pour les plats préparés et les condiments (respectivement + 2,8 % et + 4,2 %).

L'activité des « autres produits alimentaires » progresse en 2011



Sources : Insee (Ipi, Ica et IPP) et Agreste (Ipi)

Intensification des échanges en « autres produits alimentaires »



Source : DGDDI (Douanes)

Accroissement soutenu de la production de sucre et d'aliments homogénéisés et diététiques

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2011/1 ^{er} sem. 2010					2 ^e sem. 2011/2 ^e sem. 2010					Année 2011/Année 2010				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation
Autres produits alimentaires	3,1	2,6	8,4	7,5	12,0	9,6	5,9	8,8	13,5	11,5	7,0	4,3	8,6	10,6	11,7
Sucre	6,5	1,7	-1,8	-1,2	14,1	13,6	13,3	22,6	35,2	28,5	13,3	7,1	8,5	15,4	22,7
Cacao, chocolat et produits de confiserie	-0,7	2,1	17,6	9,8	12,4	2,9	1,8	6,3	9,0	7,8	1,2	2,4	11,5	9,4	
Café et thé transformés	1,2		14,7	19,8	21,0	8,5	19,8	12,6	20,3	27,5	4,9	15,3	13,6	20,1	15,7
Conditionnements et assaisonnements		0,9	3,8	6,4	1,4		6,6	4,6	6,3	3,7		5,6	4,2	6,4	4,2
Plats préparés	4,3	3,2	2,2	11,2	0,9	12,8	3,8	3,3	4,9	3,1	8,4	2,8	2,8	7,9	20,3
Aliments homogénéisés et diététiques	9,3	-0,2	13,7	21,8	23,4	13,8	1,0	6,7	22,5	3,7	11,6	1,0	10,1	22,1	-13,1
Produits alimentaires divers	7,5	-6,4	7,5	3,8	11,1	7,3	0,7	9,2	4,7	6,3	7,4	-0,2	8,4	4,2	7,1

Sources : Insee (Ica, Ipi et IPP), DGDDI (Douanes) et Agreste (Ipi)

Autres secteurs

Produits à base de fruits et légumes

En 2011, l'activité des préparations et conserves à base de légumes se redresse de 11 %, après avoir été touchée en 2010 par des récoltes tardives et faibles, en raison de conditions météorologiques peu favorables combinées à des cessations et des suspensions d'activité. La production de préparations et conserves à base de fruits progresse sensiblement (+ 8 % par rapport à 2010). Les prix à la production des produits à base de fruits et légumes repart à la hausse, après deux années de repli : les prix des jus de fruits et légumes et des préparations et conserves de fruits progressent de 8 % en 2011. Sous l'impulsion de la hausse de l'activité et des prix, le chiffre d'affaires des produits à base de fruits et légumes progresse de 8 %. En 2011, le déficit commercial du secteur s'aggrave de 7 %, en lien avec une croissance des importations.

Huiles et graisses végétales

Après une relative stabilité en 2010, la production d'huiles brutes et tourteaux progresse de 1,3 % en

2011, grâce à une demande étrangère soutenue. Par ailleurs, l'activité des huiles raffinées se contracte (- 3,8 %), restant toutefois à un niveau élevé. Au-delà des phénomènes conjoncturels, la production d'huiles et graisses augmente de manière tendancielle depuis 2005. Les prix à la production augmentent fortement dans le sillage du renchérissement des matières premières (+ 21 % par rapport à 2010), tirant vers le haut le montant des ventes (+ 20 %). Le déficit commercial du secteur se rétracte de 13 %, sous l'effet de la hausse marquée des exportations et des prix. Par ailleurs, les importations d'huiles brutes et raffinées et de tourteaux continuent de se rétracter en 2011, diminuant de 5 % en volume.

Farines et produits amylicés

Amorcée au cours de l'année 2010, la progression des prix des farines et produits amylicés se poursuit en s'intensifiant en 2011, en liaison avec le renchérissement des prix des céréales ; cette progression fait suite à un repli consécutif à la flambée des prix de 2008. Dynamique, l'activité des farines et produits

amylicés s'accroît en 2011, quoique de manière plus modérée qu'en 2010 (+ 1,8 % après + 10 %). S'élevant à 1,3 milliard d'euros en 2011, l'excédent commercial du secteur, se redresse fortement (+ 37 %), dépassant le niveau élevé de 2007 : grâce à un effet prix, le montant des exportations augmente de 24 %.

Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires

Les prix à la production des produits de la boulangerie-pâtisserie poursuivent leur hausse modérée : le prix des pains, pâtisseries et viennoiseries fraîches progresse de 2,1 % et celui des biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation de 2,5 %. La production de produits de la boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires se rétracte de 1,4 % en 2011. Atteignant 440 millions d'euros en 2011, le déficit commercial se creuse fortement à cause des biscuits et pâtisseries de conservation et des pâtes alimentaires ; le montant des importations progresse de 10 %, sous l'effet de la hausse combinée des volumes et des prix.

Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins.
- L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.
- Les autres indicateurs - Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur - sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre.
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

IAA 2009 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2009, l'industrie agroalimentaire – y compris artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie pâtisserie – compte près de 57 000 entreprises et emploie 571 000 personnes, d'après les premiers résultats du nouveau dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises.

En excluant l'artisanat commercial, l'industrie agroalimentaire repose sur 13 500 entreprises et 412 000 salariés qui réalisent 92 % du chiffre d'affaires global. La transformation de produits de l'élevage tient

une place importante dans le secteur : 45 % du chiffre d'affaires et de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 39 % de la valeur ajoutée, de l'emploi et des exportations directes des entreprises concernées. Les industries très exportatrices des boissons et des « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) forment les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des IAA en 2009 - Ensemble des entreprises

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Entreprises	Salariés	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée	Frais de personnel	Excédent brut d'exploitation	Résultat courant avant impôt	Résultat comptable
			Total	À l'exportation					
	<i>Nombre</i>		<i>Million d'euros</i>						
Ensemble des industries agricoles et alimentaires	56 688	568 351	157 077	26 609	34 900	21 439	10 582	6 999	4 937
Artisanat commercial	43 287	159 900	12 254	36	5 821	4 239	1 351	841	948
Charcuterie	4 927	14 700	1 803	11	628	450	145	100	108
Boulangerie-pâtisserie	38 361	145 300	10 451	25	5 193	3 789	1 206	741	840
Industrie agroalimentaire (hors artisanat commercial)	13 405	408 582	144 870	26 573	29 083	17 203	9 231	6 157	3 987
Industries alimentaires (hors artisanat commercial)	10 787	363 943	121 473	19 720	23 104	14 695	6 560	4 319	2 874
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 518	113 156	30 269	3 156	5 277	3 943	841	521	349
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	315	11 635	3 067	303	607	429	139	92	43
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 099	24 611	8 100	1 304	1 670	1 054	496	324	191
Fab. huile et graisse végétale & animale	202	2 727	3 071	540	378	137	188	173	111
Fabrication de prod. laitiers	1 256	57 934	25 293	4 401	3 783	2 465	1 025	502	288
Travail des grains ; fab. prod. amylicé	520	14 209	6 620	2 575	1 364	734	488	271	243
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 191	46 196	9 484	1 018	2 668	1 684	800	581	420
Fabrication autres produits alimentaires	3 226	74 815	24 554	4 892	5 796	3 322	2 043	1 479	993
Fabrication d'aliments pour animaux	460	18 662	11 015	1 531	1 561	927	542	375	234
Fabrication de boissons	2 618	44 638	23 398	6 853	5 979	2 508	2 671	1 838	1 114
Fabrication de produits à base de tabac	7	2 200	1 711	1044	840	276	382	497	482

Champ : Ensemble de toutes les entreprises, DOM et artisanat commercial inclus.
Sources : Insee - Esane, Retraitement SSP (Données provisoires)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Tableau de bord des IAA : en chaque début de mois
- Synthèses IAA : le premier mois de chaque trimestre
- « Tassement de la consommation de viandes en 2011 », Synthèses n° 2012/173, mars 2012
- « Le dynamisme des IAA se maintient au troisième trimestre 2011 », Synthèses n° 2012/171, janvier 2012
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011
- « IAA : la conjoncture reste favorable au deuxième trimestre 2011 », Synthèses n° 2011/158, octobre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « 2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA », Synthèses n° 2011/147, avril 2011
- « IAA : la reprise de l'activité ralentit au troisième trimestre 2010 », Synthèses n° 2011/139, janvier 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviciculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité
et de l'Aménagement du Territoire
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution

© Agreste 2012

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr